

# Le patronat plutôt satisfait

L'UEL accueille les annonces du nouveau gouvernement en matière de finances publiques favorablement. Il s'agit désormais de tenir les promesses.

**L'organisation patronale exprime également sa satisfaction concernant le volet éducation de la nouvelle coalition. Elle se dit toutefois inquiète en ce qui concerne la stratégie de lutte contre le chômage annoncée par le nouveau gouvernement.**

De notre journaliste  
Olivier Landini

Le conseil d'administration de l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) était réuni hier matin pour analyser le programme de la nouvelle coalition gouvernementale. «Il est très clair que le nouveau gouvernement fait un plaidoyer pour le changement», observe, avec satisfaction, le patron des patrons, Michel Wurth, qui espère avant tout que les promesses que contient l'accord seront tenues.

Lors d'une conférence de presse organisée hier après-midi, Michel Wurth a présenté les espoirs, les craintes et les attentes que suscite

après du patronat l'accord de coalition. «Il contient effectivement un nouveau style, il contient toute une série d'intentions et de promesses et il y a également quelques chiffres et engagements», relève-t-il en préambule.

«La première chose qui est frappante, ce sont les engagements budgétaires très forts que prend le gouvernement. Nous pensons que c'est un pas dans la bonne direction», indique Michel Wurth. Un endettement public qui ne doit pas dépasser la barre des 30% du PIB, un excédent budgétaire de 0,5% en 2018 et une priorité donnée à la réduction des dépenses: le président de l'UEL qualifie l'approche de «bonne et raisonnable». Une augmentation de la fiscalité aurait été à ses yeux contre-productive, en venant pénaliser à la fois les investisseurs et les consommateurs.

«Deuxièmement, nous pensons que le projet d'investissement pour les jeunes est très positif à la fois comme message politique et

pour l'avenir du pays à long terme», poursuit le président de l'UEL, qui salue en particulier la volonté de la coalition de réformer l'enseignement secondaire et de dépasser certains obstacles linguistiques (introduction d'une filière francophone).

L'organisation patronale se montre plus inquiète en ce qui concerne les vues du nouveau gouvernement en matière de lutte contre le chômage. «Le marché de l'emploi et le chômage sont peu évoqués», explique Michel Wurth, qui rappelle qu'entre 2008 et 2013, le nombre de demandeurs d'emploi a doublé. «Le chômage n'est pas seulement un chemin menant à l'exclusion pour les personnes concernées, mais le chômage coûte aussi beaucoup d'argent. Et pour cela nous pensons que c'est une erreur de la part de ce gouvernement de ne pas mettre l'accent sur le chômage», commente-t-il en avançant des pistes... patronales. Ainsi, pour lutter

contre le chômage, la nouvelle coalition devrait avant tout veiller à la compétitivité des entreprises luxembourgeoises avec pour objectif d'augmenter leur productivité, de maîtriser leurs coûts et de promouvoir l'innovation.

## ➤ L'UEL trace des lignes rouges

«Mais nous pensons également qu'il ne faut pas faire», indique le patron des patrons. Dans le cadre de la hausse annoncée de la TVA, l'UEL espère une compensation. «Ce qui est terriblement important, c'est que ce soit neutralisé dans l'indexation. Sinon cette hausse de la TVA serait un nouvel impôt sur les entreprises», explique Michel Wurth.

Concernant la sécurité sociale, l'UEL met en garde face à toute hausse des cotisations patronales et rappelle que l'ancien gouvernement s'était engagé dans ce sens. En matière de retraites, le patronat souhaite enfin une véritable réforme du système après ce qu'elle considère comme une «réformette» en 2012. Enfin, Michel Wurth a lancé un appel au gouvernement pour qu'il abandonne son projet de loi sur le dialogue social dans les entreprises. «Dans de nombreuses entreprises, le dialogue social se passe très bien et nous n'avons pas besoin d'une nouvelle loi», explique celui qui porte également la casquette de dirigeant d'ArcelorMittal.

Michel Wurth a enfin énuméré trois axes qui devraient être renforcés. Premièrement celui de la simplification administrative. Dans ce contexte, il espère que le projet de loi dit «Omnibus» est toujours à l'ordre du jour tout comme les propositions faites par Etienne Schneider à l'ancien Premier ministre.

«Il est important de vendre le pays comme un pays moderne, ouvert et économiquement accueillant», explique également le président de l'UEL en renvoyant à l'importance d'une promotion économique cohérente. Enfin, en matière de logement, tout en saluant les intentions du gouvernement, Michel Wurth estime que l'accent devrait avant tout être mis sur une politique de l'offre. Il faut plus de logements sur le marché. «Et cela l'État et ses agences ne peuvent pas le faire seuls. Le secteur privé doit y contribuer», conclut Michel Wurth.



Photo : Alain Fischard

Selon Michel Wurth, certains axes du programme doivent également être renforcés.